

466285-2026 - Mise en concurrence

France – Maintenance et réparation de matériel informatique – Prestations de maintenance de serveurs/châssis, baies de stockage, matériels de sauvegarde, et prestations associées pour La Poste et les filiales : La Banque Postale, Chronopost et Alturing.

OJ S 128/2026 07/07/2026

Avis de marché ou de concession – régime ordinaire

Services

1. Acheteur

1.1. Acheteur

Nom officiel: Groupement de commandes composé de La Poste et des filiales La Banque Postale, Chronopost et Alturing représenté par La Poste en qualité de coordonnateur.

Adresse électronique: julien.verdier@laposte.fr

Forme juridique de l'acheteur: Entreprise publique

Activité de l'entité adjudicatrice: Services postaux

2. Procédure

2.1. Procédure

Titre: Prestations de maintenance de serveurs/châssis, baies de stockage, matériels de sauvegarde, et prestations associées pour La Poste et les filiales : La Banque Postale, Chronopost et Alturing.

Description: I-Team (Direction des Systèmes d'Informations du Groupe La Poste), DSIO (Direction des Systèmes d'Informations de la Direction Technique de la Branche Services-Courier-Colis de La Poste), DSIBA (Direction des Systèmes d'Informations de La Banque Postale et de l'Assurance), , Chronopost et Alturing souhaitent acquérir des prestations de maintenance de serveurs/châssis, baies de stockage, matériels de sauvegarde, et prestations associées. Ces prestations de maintenance sont réalisées sur des serveurs mis à disposition par des tiers de La Poste et des filiales La Banque Postale, Chronopost et Alturing. Les prestations concernent (i) les maintenances préventive, évolutive et corrective, (ii) le support technique et (iii) la réassurance des matériels. Le périmètre géographique du marché global est France métropolitaine, Corse et les Outre-mer. Le groupement de commande est composé de : - La Poste, - La Banque Postale (RCS 421 100 645, 115 rue de Sèvres 75275 Paris Cedex 06) - Chronopost (RCS 383 960 135, 3 boulevard Romain Rolland 75014 Paris) - Alturing (RCS 403 340 029, 3 boulevard Romain Rolland 75014 Paris) La Poste agit en tant que coordonnateur du groupement de commande. L'hébergement des données personnelles de La Poste devra impérativement être localisé au sein de l'Union Européenne (UE), d'un pays de l'Espace Economique Européen (EEE), d'un pays reconnu comme adéquat par l'Union Européenne. Le dossier de consultation qui sera envoyé aux prestataires sélectionnés précisera les éléments liés à cette exigence. Les prestations du présent marché constituent pour la filiale La Banque Postale de La Poste (i) un Service TIC au sens du Règlement (UE) 2022/2554 (DORA non FCI) du Parlement européen et du Conseil du 14 décembre 2022 sur la résilience opérationnelle numérique du secteur financier. A ce titre, le marché devra comporter des obligations contractuelles renforcées notamment sur les aspects de sécurité, de confidentialité, de sous-traitance, de surveillance, de pilotage et de suivi des prestations.

En candidatant au présent marché, le soumissionnaire a pris acte qu'il doit se soumettre aux exigences spécifiques qui sont liées auxdites réglementations bancaires. Le marché n'est pas alloti.

Identifiant de la procédure: 72f290f9-79f6-46c1-b35f-40f037d89687

Type de procédure: Négociée avec publication préalable d'un appel à la concurrence / concurrentielle avec négociation

La procédure est accélérée: non

2.1.1. Objet

Nature principale du marché: Services

Nomenclature principale (cpv): 50312000 Maintenance et réparation de matériel informatique

Nomenclature complémentaire (cpv): 48820000 Serveurs

2.1.2. Lieu d'exécution

Pays: France

N'importe où dans le pays donné

2.1.3. Valeur

Valeur estimée hors TVA: 6 000 000,00 EUR

2.1.4. Informations générales

Informations complémentaires: Si le candidat s'appuie sur les capacités d'autres opérateurs économiques (économiques/ financières ou techniques/ professionnelles), il doit : - Justifier des capacités de ce ou ces opérateurs et - Apporter la preuve qu'il en disposera pour l'exécution du marché. Cette preuve peut être apportée par tout moyen approprié, notamment une attestation sur l'honneur de cet autre opérateur économique confirmant ses capacités et leur mise à disposition du candidat pendant l'exécution du marché. La demande de participation accompagnée des renseignements et documents demandés (sur questionnaire d'information ou sous format libre) devront être remis sur le Portail Fournisseurs (<https://e-sourcing.extra.laposte.fr>). En cas de difficulté, les candidats pourront contacter la cellule support au 02 72 65 29 10 ou mag.fournisseur@laposte.fr Tous les documents demandés devront être remis avant la date et l'heure limites mentionnées dans l'avis. Le candidat souhaitant répondre via le DUME le remettra au format pdf et au format xml dans un ZIP. Conformément aux dispositions de articles R.2143-13 du Code de la commande publique, le candidat n'est pas tenu de fournir les documents et renseignements demandés dans le cadre du présent avis qui peuvent être obtenus via un système électronique de mise à disposition d'information administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique accessible gratuitement par La Poste et ses filiales. Dans ce cas, le candidat précisera dans le dossier de réponse toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace.

Base juridique:

Directive 2014/25/UE

2.1.6. Motifs d'exclusion

Sources des motifs d'exclusion: Avis

Motifs d'exclusion purement nationaux: Avis Motifs d'exclusion purement nationaux: La non remise des documents indiqués cidessous entraînera l'élimination du candidat. Le candidat remettra, sur la plate-forme Provigis (<https://www.provigis.com/>), les documents indiqués cidessous : 1/ son numéro unique d'identification 2/ s'il est en redressement judiciaire, la copie du ou des jugements prononcés 3/ une déclaration dûment datée et signée sur papier à en-tête du fournisseur, pour justifier qu'il n'entre dans aucun des cas mentionné à l'article L.2141-1 et au 1° et 3° de l'article L.2141-4 du Code de la commande publique 4/ les certificats

délivrés par les administrations et organismes compétents attestant que le candidat ne se trouve pas dans un cas d'interdiction de soumissionner mentionné à l'article L.2141-2 du Code de la commande publique, c'est-à-dire : - une attestation de vigilance délivrée par l'URSSAF prouvant qu'il est à jour de ses cotisations et contributions sociales et attestant de la régularité de sa situation au regard de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés. - une attestation fiscale justifiant de la régularité de sa situation fiscale (paiement de la TVA, de l'impôt sur les sociétés ou de l'impôt sur le revenu) 5/ le cas échéant, la liste nominative des salariés étrangers employés par le candidat et soumis à l'autorisation de travail mentionnée à l'article L. 5221-2 du Code du travail, précisant pour chaque salarié, conformément à l'article D. 8254-2 du Code du travail, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail. Les candidats établis à l'étranger fournissent les pièces prévues aux articles D 8222-7 et D 8254-3 du code du travail. 6/ le cas échéant, les pièces prévues à l'article R.1263-12 du Code du Travail en cas de détachement de salariés. Si le candidat se présente en groupement, il fournira une lettre de constitution du groupement, signée par chacun de ses membres, précisant les dénomination, adresse, téléphone et adresse électronique de chacun des cotraitants, l'identité du mandataire, et les pouvoirs qui lui sont donnés. Chaque membre du groupement devra fournir l'ensemble des renseignements demandés à la présente rubrique.

5. Lot

5.1. Lot: LOT-0001

Titre: Prestations de maintenance de serveurs/châssis, baies de stockage, matériels de sauvegarde, et prestations associées pour La Poste et les filiales La Banque Postale, Chronopost et Alturing.

Description: Prestations de maintenance de serveurs/châssis, baies de stockage, matériels de sauvegarde, et prestations associées pour La Poste et les filiales La Banque Postale, Chronopost et Alturing. Description: : I-Team (Direction des Systèmes d'Informations du Groupe La Poste), DSIO (Direction des Systèmes d'Information de la Direction Technique de la Branche Services-Courier-Colis de La Poste), DSIBA (Direction des Systèmes d'Informations de La Banque Postale et de l'Assurance), Chronopost et Alturing souhaitent acquérir des prestations de maintenance sur (i) les serveurs physiques et virtuels, (ii) les systèmes de stockage, (iii) les équipements réseau, (iv) les infrastructures de virtualisation, et (v) les équipements critiques en fin de vie ou hors garantie de La Poste et des filiales La Banque Postale, Chronopost et Alturing. Les prestations concernent (i) les maintenances préventive, évolutive et corrective, (ii) le support technique et (iii) la réassurance des matériels. Les prestations de maintenances doivent être réalisées sur les matériels suivants : parc de matériels (hardware et firmware/micrologiciel) sur environ 360 sites de marques diverses (exemples non exhaustifs : Dell, Lenovo, Oracle, HP, EMC, Netapp, Hitachi Vantara, appliances Nutanix), et estimé à environ 4600 machines. Il est précisé que les matériels peuvent être couverts par les états de garantie suivants : • Sous garantie standard annuelle constructeur ; • Sous extension de garantie ; • Hors garantie et maintenus par le constructeur ; • Hors garantie et maintenus par un tiers mainteneur. Le prestataire devra disposer des qualifications professionnelles requises sur les programmes propres à chaque constructeur, en cours de validité, et autorisant ses techniciens à intervenir en qualité de tiers mainteneur sur les équipements DELL, HP, LENOVO. Le prestataire pourra être amené à se réassurer au nom de La Poste et les filiales La Banque Postale, Chronopost et Alturing pour tous ses équipements actuels et à venir, en lien avec le périmètre de la consultation. Des prestations associées devront également être mises en œuvre, à savoir des : • Prestations de reporting et d'inventaire du parc de matériels • Prestations de support technique. Au titre du support, le

prestataire mettra à disposition de La Poste un numéro d'appel unique personnalisé, ainsi que des services électroniques associés permettant la soumission et le suivi des incidents. Le support technique devra être effectué en langue française. A ce titre, le diagnostic et les éléments de résolution devront être délivrés en langue française. Le service de support technique du prestataire devra fonctionner 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7. • Prestations complémentaires de maintenances du parc de matériels IBM Power ; • Prestations de conseil (aide au choix, accompagnement au choix du matériel compatible à l'architecture en place, etc.) ; • Prestations d'audit et d'expertise hardware ou software ; • Prestations de déménagement d'un équipement au titre de laquelle le prestataire peut être amené à assurer la gestion totale de bout en bout incluant les opérations de rackage ou derackage des machines, conditionnement, transport et assurance liée au déménagement ; • Prestation d'outillage : mise à disposition d'un outil de télésurveillance intégré aux équipements afin de détecter et anticiper les pannes avant qu'elles ne deviennent critiques. L'outil de télésurveillance devra être lié à l'outil de ticketing utilisé par le prestataire afin que les alertes ou incidents soient ouverts automatiquement ; • Prêt ponctuel de machines, d'achat et/ou de revente de matériels ; • Démantèlement ou destruction des équipements ; • Prestations de réversibilité. Le nombre d'attributaires envisagé pour ce lot est de un. Le montant maximum de l'accordcadre est fixé à 7 500 000 Euros Hors Taxes, sur la durée totale de l'accordcadre, périodes de reconduction comprises . Le montant estimé est de 6 000 000 Euros Hors Taxes, sur la durée totale de l'accord-cadre, périodes de reconduction comprises. La durée de validité de l'offre est d'un an.

5.1.1. Objet

Nature principale du marché: Services

Nomenclature principale (cpv): 50312000 Maintenance et réparation de matériel informatique

Nomenclature complémentaire (cpv): 48820000 Serveurs

Options:

Description des options: Le marché sera conclu pour une durée ferme de trente-six mois, renouvelable par périodes de reconduction successives de douze mois dans la limite de deux fois, sauf dénonciation dans les conditions prévues au contrat.

5.1.2. Lieu d'exécution

Pays: France

N'importe où dans le pays donné

5.1.3. Durée estimée

Durée: 1 825 Jours

5.1.4. Reconduction

Nombre maximum de reconductions: 0

5.1.6. Informations générales

Participation réservée:

La participation n'est pas réservée.

Les noms et les qualifications professionnelles du personnel chargé de l'exécution du marché doivent être mentionnés: Non requises

Projet de passation de marché non financé par des fonds de l'UE

Le marché relève de l'accord sur les marchés publics (AMP): oui

Le marché en question convient aussi aux petites et moyennes entreprises (PME): oui

Informations complémentaires: Il est précisé qu'une même entreprise ne pourra pas faire acte de candidature : - En candidat individuel et en tant que membre d'un ou plusieurs groupements Et/ou - En tant que membre de plusieurs groupements. La Poste retiendra les

cinq candidats les mieux classés au regard des critères déterminés ci-dessous, sous réserve de l'obtention d'une note supérieure ou égale à 10/20.

5.1.9. Critères de sélection

Sources des critères de sélection: Avis

Critère: Autres exigences économiques ou financières

Description du critère de sélection: Pérennité financière (critère pondéré à 35%) : Le candidat devra fournir à La Poste, les liasses fiscales ou documents équivalents (c'est-à-dire bilans, comptes de résultats, annexes numérotées de 2050 à 2059 inclus et les rapports de gestion) des trois derniers exercices disponibles. En cas de création récente, le candidat devra fournir tout autre justificatif de nature à démontrer sa capacité économique et financière. Si le candidat se présente en groupement, chaque membre du groupement devra fournir l'ensemble des renseignements demandés à la présente rubrique.

Les critères seront appliqués pour sélectionner les candidats à inviter pour la seconde étape de la procédure

Critère: Références sur des services spécifiés

Description du critère de sélection: Références clients (critère pondéré à 35%) : Le candidat présentera trois références clients de moins de trois ans pour des prestations de services équivalentes à celles objet du marché auquel il candidate, pour des clients ayant une organisation similaire à La Poste. À ce titre, le candidat fournira pour chaque référence client : nom de la société cliente, date du marché, durée du marché, intitulé et contenu du marché, montant annuel du marché en Euros HT. Le candidat fournira pour chacun des marchés une attestation délivrée par le client (nom, qualité, coordonnées). À défaut, le candidat fournit une attestation sur l'honneur mentionnant ces mêmes informations, La Poste se réservant le droit d'en vérifier la réalité auprès du client. Si le candidat se présente en groupement, chaque membre du groupement devra fournir l'ensemble des renseignements demandés à la présente rubrique.

Les critères seront appliqués pour sélectionner les candidats à inviter pour la seconde étape de la procédure

Critère: Effectif moyen annuel

Description du critère de sélection: Effectifs (critère pondéré à 15%) : Le candidat indiquera l'effectif moyen annuel auquel il a eu accès sur les trois (3) dernières années, et précisera : les effectifs dans le domaine de compétence du marché ; le nombre de : Equipe support / Chef de projet / Equipe technique / Equipe SAV / Directeur technique / Equipe commerciale / Directeur de projet / Technicien de maintenance ; le nombre d'encadrants ;. Pour chacune des catégories, le candidat précisera s'il dispose de l'effectif directement ou indirectement.

Concernant les Techniciens de maintenance, le candidat précisera leur répartition géographique sur le territoire français (métropole, Corse et les Outre-mer).

Les critères seront appliqués pour sélectionner les candidats à inviter pour la seconde étape de la procédure

Critère: Certificats délivrés par des organismes indépendants concernant les systèmes ou normes de gestion environnementale

Description du critère de sélection: Mesures de gestion environnementale et certifications de gestion environnementale (critère pondéré à 15%) : Le candidat indiquera les mesures de gestion environnementale qu'il pourra appliquer pour la réalisation des prestations. Par ailleurs, le candidat fournira un ou plusieurs certificats en cours de validité et pour les niveaux par sites pertinents au regard du marché ou équivalents, délivré par un organisme

indépendant accrédité attestant qu'il se conforme aux systèmes ou aux normes de gestion environnementale suivants : système de management environnemental et d'audit (EMAS) de l'Union européenne ; ou tout autre système de gestion environnementale reconnu conformément à l'article 45 du règlement (CE) n° 1221/2009 ; ou toutes autres normes de gestion environnementale fondées sur les normes européennes ou internationales en la matière élaborées par des organismes accrédités.

Les critères seront appliqués pour sélectionner les candidats à inviter pour la seconde étape de la procédure

Informations sur la seconde étape d'une procédure en deux étapes:

La procédure se déroulera en plusieurs étapes. À chaque étape, certains candidats peuvent être éliminés

5.1.11. Documents de marché

L'accès à certains documents de marché est restreint

Justification de la restriction de l'accès à certains documents de marché: Questions relatives aux droits de propriété intellectuelle

Langues dans lesquelles les documents de marché sont officiellement disponibles: français

Des informations sur les documents restreints sont disponibles à l'adresse suivante: <https://e-sourcing.extra.laposte.fr>

5.1.12. Conditions du marché public

Conditions de soumission:

Soumission par voie électronique: Requise

Adresse de soumission: <https://e-sourcing.extra.laposte.fr>

Langues dans lesquelles les offres ou demandes de participation/candidatures peuvent être présentées: français

Catalogue électronique: Non autorisée

La signature ou le cachet électronique avancé(e) ou qualifié(e) [au sens du règlement (UE) N° 910/2014] est requis(e)

Variantes: Non autorisée

Les soumissionnaires peuvent présenter plusieurs offres: Non autorisée

Description de la garantie financière: Le candidat devra fournir à La Poste avant la signature du contrat une attestation d'assurance (RC exploitation, RC professionnelle).

Date limite de réception des demandes de participation/candidatures: 07/09/2026 18:00:00 (UTC+02:00) Heure de l'Europe orientale, heure d'été de l'Europe centrale

Conditions du marché:

Le contrat doit être exécuté dans le cadre de programmes d'emplois protégés: Non

Conditions relatives à l'exécution du contrat: Les conditions d'exécution du contrat sont décrites dans les documents du marché. SI CONDITIONS PARTICULIERES D'EXECUTION, LES INDIQUER ICI.

Un accord de confidentialité est requis: non

Facturation électronique: Non autorisée

La commande en ligne sera utilisée: non

Le paiement électronique sera utilisé: non

Forme juridique que doit revêtir un groupe de soumissionnaires auquel un marché est attribué: Dans le cas où le marché serait attribué à un groupement, afin de sécuriser l'exécution du marché pendant toute sa durée, le groupement devra avoir la forme d'un groupement conjoint avec mandataire solidaire.

Arrangement financier: - Financement du marché par les ressources propres de La Poste. - La Poste procède au paiement, sauf disposition légale contraire ou accord spécifique entre les

parties, dans un délai de 60 jours à compter de la date d'émission de la facture. - L'Euro est l'unité monétaire choisie pour le paiement des prestations, fournitures ou travaux. - Les sous-traitants bénéficieront du paiement direct dans les conditions du Code de la Commande Publique.

5.1.15. Techniques

Accord-cadre:

Accord-cadre, avec remise en concurrence

Informations sur le système d'acquisition dynamique:

Pas de système d'acquisition dynamique

5.1.16. Informations complémentaires, médiation et recours

Organisation chargée des procédures de médiation: Le Médiateur des entreprises

Organisation chargée des procédures de recours: Tribunal Judiciaire de Paris

Description des délais d'introduction des procédures de recours: Les personnes qui ont un intérêt à conclure le contrat et qui sont susceptibles d'être lésées par des manquements aux obligations de publicité et de mise en concurrence peuvent exercer un référé précontractuel (article 1441-1 à 1441-3-1 du code de procédure civile) avant la signature du contrat ou un référé contractuel (articles 1441-1 à 1441-3-1 du code de procédure civile) dans un délai de 31 jours suivant la publication de l'avis d'attribution au JOUE.

Organisation qui fournit des informations complémentaires sur la procédure de passation de marché: Groupement de commandes composé de La Poste et des filiales La Banque Postale, Chronopost et Alturing représenté par La Poste en qualité de coordonnateur.

Organisation qui fournit un accès hors ligne aux documents de marché: Groupement de commandes composé de La Poste et des filiales La Banque Postale, Chronopost et Alturing représenté par La Poste en qualité de coordonnateur.

Organisation qui fournit des précisions concernant l'introduction des recours: Tribunal Judiciaire de Paris

Organisation qui reçoit les demandes de participation/candidatures: Groupement de commandes composé de La Poste et des filiales La Banque Postale, Chronopost et Alturing représenté par La Poste en qualité de coordonnateur.

Organisation qui traite les offres: Groupement de commandes composé de La Poste et des filiales La Banque Postale, Chronopost et Alturing représenté par La Poste en qualité de coordonnateur.

8. Organisations

8.1. ORG-0001

Nom officiel: Groupement de commandes composé de La Poste et des filiales La Banque Postale, Chronopost et Alturing représenté par La Poste en qualité de coordonnateur.

Numéro d'enregistrement: 356000000

Adresse postale: 9 RUE DU COLONEL PIERRE AVIA

Ville: PARIS

Code postal: 75015

Subdivision pays (NUTS): Paris (FR101)

Pays: France

Point de contact: Julien VERDIER

Adresse électronique: julien.verdier@laposte.fr

Téléphone: +33 645387080

Adresse internet: <https://www.laposte.fr>

Adresse URL pour l'échange d'informations: <https://e-sourcing.extra.laposte.fr>

Profil de l'acheteur: <https://e-sourcing.extra.laposte.fr>

Rôles de cette organisation:

Acheteur

Organisation qui fournit des informations complémentaires sur la procédure de passation de marché

Organisation qui fournit un accès hors ligne aux documents de marché

Organisation qui reçoit les demandes de participation/candidatures

Organisation qui traite les offres

8.1. ORG-0002

Nom officiel: Tribunal Judiciaire de Paris

Numéro d'enregistrement: 17750111101763

Adresse postale: PARVIS DU TRIBUNAL DE PARIS

Ville: PARIS CEDEX 17

Code postal: 75859

Subdivision pays (NUTS): Paris (FR101)

Pays: France

Adresse électronique: tj-paris@justice.fr

Téléphone: +33 144325151

Adresse internet: <https://www.tribunal-de-paris.justice.fr>

Rôles de cette organisation:

Organisation chargée des procédures de recours

Organisation qui fournit des précisions concernant l'introduction des recours

8.1. ORG-0003

Nom officiel: Le Médiateur des entreprises

Numéro d'enregistrement: MEDiateur_ENTREPRISES

Adresse postale: 98 -102 RUE DE RICHELIEU

Ville: PARIS

Code postal: 75002

Subdivision pays (NUTS): Paris (FR101)

Pays: France

Point de contact: Le médiateur des entreprises

Adresse électronique: mediateur.des-entreprises@finances.gouv.fr

Téléphone: +33 100000000

Adresse internet: <https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises>

Rôles de cette organisation:

Organisation chargée des procédures de médiation

Informations relatives à l'avis

Identifiant/version de l'avis: a7210d39-86e6-409f-9cdc-9e0091b529dc - 01

Type de formulaire: Mise en concurrence

Type d'avis: Avis de marché ou de concession – régime ordinaire

Sous-type d'avis: 17

Date d'envoi de l'avis: 03/07/2026 14:56:47 (UTC+00:00) Heure de l'Europe occidentale, GMT

Langues dans lesquelles l'avis en question est officiellement disponible: français

Numéro de publication de l'avis: 466285-2026

Numéro de publication au JO S: 128/2026

